

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



PROCAR RECYGOM

ZI Les Bordes
63350 JOZE

Références : 20221206-RAP-63-1364_inspection_cisailles_MTD
Code AIOT : 0005601995

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement PROCAR RECYGOM implanté ZI Les Bordes 63350 JOZE. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a fait l'objet de plusieurs modifications ayant conduit à modifier son arrêté préfectoral d'autorisation (remplacement d'une ancienne cisaille thermique par une cisaille électrique). Des actions requises à l'échéance d'août 2022 (MTD du BREF WT) sont également à contrôler. Enfin, des écarts relevés lors des précédentes inspections nécessitaient une contre-visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCAR RECYGOM
- ZI Les Bordes 63350 JOZE
- Code AIOT : 0005601995
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROCAR RECYGOM est implantée depuis 2009 dans la ZI les Bordes à Joze. Spécialisée dans la collecte de pneumatiques usagées et dans leur tri, elle réalise également le broyage de la plupart d'entre eux pour orienter ensuite les broyats vers les filières de réutilisation ou de valorisation adaptées.

Le site relève de la directive IED (émissions industrielles) pour le traitement de déchets et du

document "BREF WT" des meilleures techniques disponibles dans le domaine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des inspections précédentes
- Mise en place des MTD du BREF WT
- Changement des cisailles de pneumatiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	MTD	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 2.9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	MTD	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de PROCAR RECYGOM à Joze - ZI des Bordes est globalement bien tenu.

Les stocks de déchets sont conformes aux valeurs limites et les dispositions de lutte contre l'incendie apparaissent correctes.

L'inspection a toutefois mis en évidence des écarts mineurs liés à la comptabilisation des consommations électriques des cisailles liées au procédé de traitement et à la formalisation du système de management de l'environnement.

En outre, le rythme de fonctionnement et la capacité de traitement journalière doit faire l'objet d'une vigilance particulière. Si nécessaire, une nouvelle modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation pourra être demandée par l'exploitant.

L'inspection rappelle également qu'il convient de s'assurer que les stocks de pneumatiques restent dans les limites des murs coupe-feu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au plus tard le 17 août 2022, l'exploitant met en place un système de management environnemental (SME) comprenant : l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; des objectifs et cibles environnementaux la planification des investissements financiers environnementaux une fréquence d'audits de contrôle de l'application du SME une révision périodique du SME »
Constats : PROCAR a mis en place : - l'engagement de la direction - des audits annuels de contrôle : internes PROCAR, internes ALIAPUR (dans le cadre du marcher de collecte et traitement des PNUR) et - des audits externes (SGS, basé sur un référentiel national) pour l'ensemble des sites de gestion des PNUR à fréquence de 4/5 sites par an pour leur certification ALIAPUR. En revanche, le SME reste à formaliser avec les objectifs cibles environnementaux et la planification des investissements environnementaux
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau urbain sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Au plus tard en 2022, l'exploitant suit la consommation a minima annuelle d'eau utilisée au procédé de traitement des pneumatiques usagés (broyeurs) ainsi que le ratio volume consommé/tonnage traité.
Constats : Les compteurs d'eau ont été installés pour chaque broyeur de pneumatiques. Un suivi au minimum mensuel a été mis en place. Un tableau permet de calculer le ratio volume consommé/tonnage traité. Pour 2022 (date de mise en service de la seconde cisaille électrique), le ratio est de l'ordre de 13 litres d'eau par tonne traitée. PROCAR précise que les ratios de consommation d'eau et d'électricité sont liés : une diminution du volume d'eau utilisé pour la lubrification de la coupe a pour conséquence une augmentation de la puissance électrique nécessaire (et usure des couteaux)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Consommations d'énergie (APC 2019) Au plus tard en 2022 et à une fréquence annuelle, l'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant a minima : la consommation de combustible par les équipements liés au procédé de broyage ; la consommation électrique par le broyeur extérieur ; ainsi que le ratio quantité consommée/tonnage traité
Constats : Les compteurs électriques n'ont pas encore été installés sur chaque broyeur. Seul un compteur général est en place, malgré la demande de PROCAR à son électricien. Un ratio global de consommation électrique par tonne peut être calculé (les tableaux de suivi sont prêts), mais il tiendrait compte de la consommation de la partie administrative du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Agrément des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Capacités maximale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Provenance extérieure : départements dans lesquels PROCAR est agréé : 16 000 t Pneumatiques usagés non réutilisables et broyés (PNUR) : Provenance interne ou d'autres collecteurs agréés : 22 000 t
Constats : D'après les relevés de la supervision fournie et imposée par ALIAPUR (suivi en temps réel), les volumes reçus et traités sont inférieurs aux limites imposées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2791-1 : Installation de traitement de déchets non dangereux : broyage de pneumatiques usagés et de déchets de caoutchouc de l'industrie manufacturière – deux broyeurs fonctionnant à l'électricité : 120 t/j
Constats : Des difficultés techniques ont conduit PROCAR à fonctionner ponctuellement plus longtemps que la normale (de nuit avec l'accord des riverains) sur un des broyeurs, ce qui a pu amener à dépasser la limite de production journalière pour éviter des sur-stocks de certains PNUR.
Observations : Si la situation devait perdurer, une demande de modification des horaires de travail et/ou de la capacité journalière est à formaliser au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. En conséquence, en cas de travail de nuit (de 22h à 7h), des limites d'émergence nocturne seraient à définir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Autres installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stations-service : installation non ouverte au public ; le volume annuel de carburant distribué étant < 500 m ³ de carburant Dépôt de liquide inflammable : GO en réservoirs aériens : 3 tonnes
Constats : L'ancien broyeur thermique a été évacué avec son réservoir dédié. S'agissant d'une vente comme matériel d'occasion, aucun bordereau de suivi de déchet n'a été émis. Il reste une cuve de GNR à usage des ravitaillements d'engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur par obturation ou disposition équivalente de manière à confiner des effluents ne répondant pas aux dispositions du présent arrêté. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Il existe une consigne de manipulation de la vanne d'isolement et un test a été réalisé en cours d'inspection pour s'assurer du bon fonctionnement de l'organe de fermeture. Le bassin était en cours de remplissage, mais pas suffisamment pour déclencher la pompe de relevage.
Observations : L'IIC suggère d'améliorer la connaissance du personnel de ce dispositif, d'autant que la fermeture de la vanne se fait dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés aux points de rejet n° 1 et 2 doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : < 30°C, pH : compris entre 5,5 et 8,5.
Constats : RAS lors de la visite. Valeurs conformes lors des analyses réalisées le 21/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.3.7		
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux domestiques		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux des effluents ci-dessous définies : Paramètres Concentration (mg/l) Flux (g/j) MES 50 75 DCO 120 180 DBO5 40 60 N-NH4+ 50 75		
Constats : Suivi de la non-conformité relevée lors des inspections 2019-2021 (dépassement VLE MES). Après plusieurs années de résultats supérieurs aux VLE, le changement de média filtrant a permis d'obtenir des valeurs conformes lors des analyses réalisées le 21/12/2021.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 10 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.3.8		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des Eaux pluviales		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales - Rejet n° 2 En sortie du bassin de rétention des eaux pluviales, celles-ci doivent présenter les valeurs limites en concentration ci-dessous : Paramètres Concentration (mg/l) MES 75 DCO 180 DBO5 75 HC totaux 5		
Constats : Valeurs conformes lors des analyses réalisées le 21/12/2021.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 5.1.9
Thème(s) : Situation administrative, Quantités maximales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités maximales des principaux déchets entreposés sur le site sont fixées à : Nature du déchet / Quantité (t) Huiles usagées / 1 Hydrocarbure et eaux souillées issus des séparateurs d'hydrocarbures / 6+1 Mini-station d'épuration : matières issues du nettoyage / 4,5 Pneumatiques usagés, déchets de caoutchoucs issus des industries (hors contrat Aliapur) / 50 Pneumatiques et caoutchouc broyés issus des industries (hors contrat Aliapur) / 650 Pneumatiques usagés entiers et broyés (contrat Aliapur) / 5800 Balayures / 10 Bois / 3,5 Métaux / 10
Constats : Les écarts constatés en 2021 ont été traités (surplus de stock de lanières en limite sud du site et pneus stockés le long de la réserve incendie à déplacer.) Aucun écart n'a été relevé sur le sujet, au vu des inventaires présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont accessibles sur au minimum la moitié de leurs façades aux engins de secours ; une voie au moins est maintenue dégagée pour permettre l'accès à ces façades ; cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. Les quatre façades de l'atelier de broyage doivent être maintenues accessibles aux engins de secours. L'aire de broyage extérieure doit être maintenues accessibles aux engins de secours sur au moins son demi-périmètre (APC du 27 mars 2014). Pour chaque stockage de pneumatiques entiers ou broyés, l'action des secours doit être facilitée en préservant au moins deux faces accessibles dont au moins une sans mur écran ; peuvent être considérées comme accessibles les stockages disposant d'un espace de 2 m en sus de la distance d'éloignement correspondant au flux de 5 kW/m ² . Ces zones accessibles doivent être matérialisées sur un plan précis des zones de stockage mis à la disposition des services de secours. L'accès à la réserve incendie depuis l'accès principal doit être facilitée pour les engins de secours.
Constats : L'installation est relativement peu remplie. Les accès de secours sont assurés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 7.3.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques minimales des voies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Caractéristiques minimales des voies Les voiries internes de desserte devront répondre aux caractéristiques suivantes de la voie engin : largeur de 3 m, bandes réservées au stationnement exclues, force portante calculée pour un véhicule de 130 kN (dont 40 kN sur l'essieu AV et 90 kN sur l'essieu AR, ceux-ci distants de 4,5 m, rayon intérieur $R > 11$ m, surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de R inférieur à 50 m, hauteur libre ≥ 3.5 m, pente inférieure à 15 %.
Constats : Accès correct.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. L'atelier de broyage ainsi que l'aire extérieure de broyage doivent être isolés des limites de propriété et de toute autre installation par une distance minimale de 10 m (APC du 27 mars 2014). Les ateliers triage et maintenance doivent être isolés des limites de propriété et de toute autre installation par une distance supérieure à 8 m.
Constats : L'implantation de la nouvelle cisaille du côté de la RD 1093 n'a pas remis en cause le périmètre d'éloignement par rapport aux limites de propriété. Elle est équipée de parois en béton (type "big blocks") qui permettent de s'opposer à la propagation d'un incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers et des aires de stockage, les allées de circulation, toutes les issues sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc. sont regroupés hors des allées de circulation.
Constats : Site relativement peu encombré. Pas d'écart à signaler sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 7.6.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 500 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange du bassin suivra les principes imposés par l'visant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 650 m3, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Ces deux bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : Bassin en place et fonctionnel : les eaux pluviales se déversaient bien dans le bassin lors de l'inspection. Une manipulation de la vanne de coupure a été réalisée pour s'assurer de son fonctionnement. Organe de commande actionnable, bassin peu rempli, malgré la pluie en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Les stockages de pneumatiques entiers ou broyés et de déchets de caoutchouc sont réalisés en plein air et disposés comme indiqué sur le plan mis en ANNEXE 3 du présent arrêté.
Constats : Suivi des inspections 2019-2021 : Le surplus de stock de lanières qui était présent en limite sud du site et les pneumatiques les pneus qui étaient stockés le long de la réserve incendie ont été évacués. Point soldé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Chacun des stockages est équipé sur trois côtés d'un muret périphérique d'une hauteur minimale de 2,5 m, La hauteur de stockage des pneumatiques entiers triés ou broyés dans les différents stockages est limitée à la hauteur du muret écran périphérique. Entre les faces sans mur écran en vis-à-vis des stockages de pneumatiques triés ou broyés doit être laissée libre une distance minimale de 5 mètres. c) Leur distance vis-à-vis de la chaussée de la RD 1093 est suffisante pour que le flux thermique de 5 kW par m ² dégagé par un incendie des stockage ne l'atteigne pas. En particulier: <ul style="list-style-type: none">• les stockages de pneumatiques entrant se font en bennes routières disposées par rangées de 7 au maximum face à la route. Elles sont séparées de la limite de propriété par une distance minimale de 14 m ;• les stockages des pneumatiques sortant sont situés à une distance minimale de 5 m de la limite de propriété.
Constats : Les stockages respectent globalement ces prescriptions.
Observations : L'inspection a toutefois noté que les pneumatiques triés à destination de la cimenterie de Créchy, ainsi que des rebuts d'enveloppe dépassaient légèrement de leur alvéole. L'exploitant a indiqué que les chargements allaient être réalisés dans la journée pour revenir dans les limites des alvéoles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Broyage de pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Quantités maximales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités maximales admises de pneumatiques usagées tous types confondus sur le site de la société RECYGOM sont de 22 000 tonnes par an. Les pneumatiques usagés sont livrés avec tous les éléments nécessaires pour assurer leur traçabilité (identification du client, du transporteur, du véhicule, des pneumatiques....)
Constats : Les relevés de la supervision partagée avec ALIAPUR et faisant l'objet de contrôles réguliers montrent que les quantités annuelles sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet